

**LES BANLIEUES, TERRITOIRES DU PASSE OU TERRE D'AVENIR ?**

**53<sup>ème</sup> Café de géographie de Mulhouse**

- Marie-Claire Vitoux, maître de conférence à l'UHA
- Didier Burcklen. Professeur d'histoire-géographie au Jean Macé de Mulhouse
- Hervé Vieillard-Baron, Professeur de géographie Paris Ouest-Nanterre-La Défense

**Campus de la fonderie Mulhouse. Le vendredi 1 avril 2011**

Hervé Vieillard-Baron :

Le terme de « Banlieue » est excessif quand il s'applique à tout quartier défavorisé. Ce que le sens commun appelle « banlieues » aujourd'hui existe aussi dans les villes centres et dans toutes les villes de France

On peut s'appuyer pour définir les banlieues sur un critère juridique en remontant à l'époque médiévale où l'environnement du « bourg castral », était un espace protégé, soumis aux banalités. Une couronne d'une lieue de large, soit environ 4,4 km, profitait de la protection de la ville. Les « terra incognita », les bois, les forêts, les confins situés au delà n'étaient pas des banlieues.

Cette banlieue juridique disparaît à l'Epoque Moderne où les périphéries sont plutôt valorisées. S'y multiplient folies, manoirs, châteaux, prétexte à la recherche du « bon air », en particulier autour de Paris. Les banlieues ont une bonne réputation jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle où elles se disqualifient pour partie. Louis Reybaud, contemporain de Victor Hugo, décrit avec condescendance un « notaire de banlieue ». Alphonse Daudet dans « Le petit Chose » traite ces banlieues de façon négative.

Très vite se crée une confusion entre la banlieue et les banlieues, chaque commune de banlieue ayant une spécificité propre.

Dans les périphéries des villes, se développent une multitude de petits noyaux urbains qui se détachent clairement autour de Paris - et certains d'entre eux apparaissent déjà sur la carte de Cassini de 1750. Des noyaux urbains avec une autonomie propre au départ sont intégrés dans la dynamique urbaine et deviennent dépendants de la ville. On a oublié aujourd'hui que pendant des décennies, Saint Denis (93) fut presque aussi grand que le centre de Paris.

La banlieue se transforme en ceinture urbanisée de façon massive au XX<sup>ème</sup> siècle.

Cette situation est commune à bien des villes, dont Mulhouse : la ville-centre de 112 000 âmes y est ceinturée par une banlieue de 130 000 habitants, ce qui représente une agglomération de 242 000 habitants. En 2007, Paris est au centre de 400 communes de banlieue, contre 17 à Mulhouse et 100 à Lyon, chacune avec leur personnalité politique propre. Villeurbanne est la plus grosse ville de banlieue de France avec 140 000 habitants, aucune n'en a plus de 120 000 en région parisienne.

On confond souvent ceinture périphérique et quartiers sensibles. Tous les quartiers sensibles ne sont pas dans les banlieues. 7 quartiers à l'intérieur de Mulhouse sont des ZUS [zones urbaines sensibles]. A l'inverse, toutes les ceintures ne sont pas des quartiers sensibles (Neully, Riedisheim).

Les quartiers défavorisés ne sont pas tous des « ghettos ». C'est un terme abusif car un ghetto est un espace spécifique. Le ghetto est né à Venise en 1516 à partir d'une île où était installée une fonderie de canons qui servait à rassembler les Juifs en période de grande peur. Ce ghetto était fondé sur une contrainte géographique et résidentielle, sur une catégorie religieuse et ethnique, sur une micro société avec tous les niveaux de la hiérarchie sociale car on y trouvait des riches et des pauvres, des élites comme des errants. Le ghetto aujourd'hui est perçu comme le stigmate de la pauvreté et de l'exclusion qui affecte les résidents.

Or, la situation est beaucoup plus contrastée. Les quartiers périphériques, qualifiés souvent de ghettos, sont souvent pauvres et stigmatisés mais ce sont aussi des quartiers pluriculturels et pluri ethniques, des « mosaïques monde » avec de grandes diversités. Ainsi 102 nationalités cohabitent-elles à Saint-Denis, et 82 à Sarcelles.

Un autre exemple est celui de « la cour des miracles » d'Athis Mons, considérée comme un ghetto, mais qui était un lieu central réservé aux pauvres. L'exclusion est un concept qui ne peut être associée exclusivement à celui de banlieue. A Strasbourg, la rue des Juifs jouxte la cathédrale marquant à la fois l'exclusion et la protection.

Les banlieues évoluent de façon diverse, comme on peut le voir à partir du diaporama.

Levallois, autrefois banlieue pauvre, est devenue riche en 50 ans.

Avant 1964, la périphérie de Paris correspondait au département de la Seine : la « Seine banlieue ».

Autour des gares, se sont multipliés des lotissements qui ont contribué à la constitution de banlieues, plus ou moins favorisées comme Enghien, marquant ainsi la valorisation bourgeoise de certaines périphéries. Au total 22 à 23 millions d'habitants vivent en banlieue dont 25% dans des banlieues difficiles selon l'INSEE.

Les lotissements constitués dans le plus grand chaos pour loger les mal lotis des années 1920 et 1930 expliquent l'extension spatiale des banlieues. Le lotissement en maison individuelle pouvait être une catastrophe pour bien des gens, éloignés du centre de la ville dans des quartiers privés de réseaux. En regard de ces lotissements défectueux, la construction de grands ensembles a été considérée comme un progrès. Les quatre « Cités radieuses » de Le Corbusier à Rezé, Briey-en-Forêt, Firminy et Marseille ont essaimé jusqu'à Berlin. Ces appartements en duplex sur pilier de béton étaient construits sans rez-de-chaussée, car ce niveau était celui le plus à risque (vol, casse, bruit). Conçue comme une ville verticale, la Cité Radieuse de Marseille disposait d'une maternelle et d'un bassin sur la terrasse, d'une « rue commerçante » au 6ème, d'une crèche, d'un théâtre, et d'appartements entièrement conçus et aménagés. Après une période de déshérence, ces immeubles exceptionnels sont requalifiés aujourd'hui.



Cité radieuse Marseille 2009. Photo FD

Au Sud de Marseille, ce grand ensemble collectif est devenu une copropriété pour catégories sociales plutôt favorisées. Ce bâtiment a les mêmes formes urbaines que les « ZUP » [zones à urbaniser en priorité] tant décriées mais il profite d'un environnement paysager favorable. Il a été construit avec des matériaux de qualité des matériaux et d'une maintenance. En fait, il existe beaucoup de grands ensembles qui sont des copropriétés privées.

Autre exemple d'habitat social, la cité des Grands chênes à Versailles : elle a été construite en 1954 à la suite de l'appel de l'abbé Pierre. C'est une cité d'urgence dite cité économique de première nécessité. Des logements de plain-pied bâtis dans l'urgence furent un habitat d'accueil des immigrés et des rapatriés d'Algérie. Ces petites maisons disposent d'un jardin, la forêt est proche, l'environnement correct mais elles ont été mal bâties car érigées à peu de frais et elles ont mal vieilli.

On oublie que les bidonvilles avaient fleuri autour de Paris dans les années 1950 -60, servant de refuge aux immigrés. Leur grande résorption eut lieu sous Chaban-Delmas, au tout début des années 70. La

Courneuve comme Nanterre étaient recouvertes de bidonvilles jusqu'à ce que l'on construise des barres, summum du confort par rapport à l'existant mais difficilement accessibles aux immigrés qui les construisaient, car on voulait éviter les regroupements communautaires..

En fait, rapidement le cousinage, la proximité des origines, les solidarités qui permettent de survivre dans les bidonvilles allaient être cassées par les grands ensembles. La déculturation et la perte des repères ont troublé les populations face à une autre culture de l'habitat et de l'habiter. Les ruraux avaient peur des étages, des ascenseurs. Beaucoup ignoraient l'usage des salles de bains. Il aurait fallu une pédagogie « de l'habiter », des apprentissages pour voir les mœurs évoluer paisiblement

A l'inverse, on a multiplié les cités de transit, tout autour de la France, composées de logements très bon marché, souvent sans fondation, en brique ou en parpaing, des hébergements provisoires prévus pour durer 5 ans. La temporalité des cités d'urgence était de 5 ans environ, des cités de transit de 5 à 10 ans, des grands ensembles : 30 ans environ. En fait, ces grands ensembles perdurent toujours mais pas les matériaux utilisés pour les construire, ce qui explique que la rénovation urbaine se traduit souvent par une démolition selon le PNRU mis en place en 2003 par Jean-Louis Borloo.

530 quartiers sont surveillés par l'Agence nationale de rénovation urbaine aujourd'hui. A La Courneuve, les « 4000 » sont des figures emblématiques des barres de 2000 habitants chacune, des espaces très durs à vivre, avec des ménages culturellement très différents

On a tout essayé, même de les rénover architecturalement. On est allé jusqu'à créer des ouvertures (des fenêtres) entre les étages ! Une idée de Roland Castro qui a coûté cher car après avoir scié le béton au laser, il a fallu refaire les réseaux et ce, sans aucun succès, car les barres vont être démolies en 2011 normalement.

L'implosion de la barre Debussy à la Courneuve en 1986 a nécessité une longue préparation pour une rapide destruction engendrant un sentiment mortifère pour les habitants. Il est difficile à supporter de passer du plein au vide. A la place, on a construit à proximité du RER, la « ZAC de l'Orme-Seul » en 1990, avec des appartements pour la classe moyenne dans l'objectif de développer la mixité sociale. C'est un des concepts de base pour équilibrer ces quartiers - avec l'installation de nombreux dispositifs sécuritaires, mais qui reste inachevé si l'on n'instaure pas un dialogue commun entre les résidents. C'est le travail des associations, des mairies, de la police, des éducateurs, de l'école,

Un des objectifs du plan de rénovation urbaine est la construction simultanée de logements mixtes et de parcs d'activités.

Une barre peut aussi être réhabilitée de façon durable, avec une façade en bois, des ossatures en bois, un jardin pour les enfants. On ne peut pas les globaliser trop vite ! Des solutions multiples existent.

Dans la seconde moitié du XXème, la région périurbaine de Sarcelles est devenue une banlieue souffrant de la pression urbaine : un mélange de lotissements, de grands ensembles, ponctués d'espaces industriels et très bigarrés. Les strates migratoires y sont identifiables et sont arrivées par vagues : des Juifs égyptiens, des Tunisiens, des Pieds noirs, des Algériens, des Marocains, des Chaldéens. On compte 82 nationalités à Sarcelles dont 40 000 habitants dans le grand ensemble. Mais on a gardé dans la ville, le tracé des anciens chemins vicinaux et il reste 8000 habitants environ dans le « village ». Ce « village » regarde le grand ensemble avec animosité car vivre ensemble reste difficile. Ces espaces sont des mosaïques monde : un défi de vivre ensemble dans la diversité ! C'est d'ailleurs le slogan de beaucoup d'associations.

Quand la copropriété est disqualifiée, quand elle est insolvable et croûle sous des dettes considérables (c'est le cas des Bosquets à Montfermeil), la seule solution est bien souvent la démolition après l'indemnisation des derniers propriétaires, incapables de surmonter la dette globale et qui n'en retirent guère de plus value après la déduction de leur part, des dettes de la copropriété.

On a fait beaucoup d'erreurs.

Beaucoup de quartiers ont été construits sur une dalle après le succès de ce concept primé, via la dalle du Val d'Argent à Argenteuil, au concours d'Osaka en 1972. L'idée était de séparer les flux automobiles des piétons, en multipliant les parkings souterrains, rapidement devenus des coupe-gorges. Ce système, abandonné sauf à la Défense, est fort apprécié par les trafiquants, qui utilisent à leur avantage ces labyrinthes dotés de sorties multiples, car chaque résidence dispose d'un accès direct aux parkings. Il faut repenser sans arrêt l'urbanisme et il est de plus en plus difficile de suivre la réalité sociale. L'urbain, le bâti mettent des années à être pensés puis exécutés. Les différences de temporalité avec l'évolution du social sont considérables.

Renée Gailhoustet et Jean Renaudie ont conçu de nouveaux logements en triangle avec des petites terrasses privatives, à Ivry sur Seine par exemple : ils ont un aspect séduisant mais les travaux d'entretien sont compliqués et onéreux.

A Strasbourg, le Neuhof est un autre quartier à problèmes. Le centre commercial sans fenêtre semble sinistré dans un quartier qui s'est ghettoïisé pendant longtemps. C'est « l'anti urbanité » par excellence. Mais en face de ce centre commercial, on trouve l'inverse. De nouveaux types de logements identiques à ceux que l'on construirait pour des propriétés privées de qualité, des petits collectifs et des lotissements de petites maisons .

Dans les années 60, on a créé 9 villes nouvelles [Evry, Melun-Sénart, Marne-la-Vallée, Cergy-Pontoise, Saint Quentin en Yvelines, Villeneuve d'Ascq, l'Isle d'Abeau, Le Vaudreuil et les Rives de l'étang de Berre]. La plupart sont devenues des communautés d'agglomérations avec un zonage précis, par exemple à Saint Quentin en Yvelines où l'on trouve des ensembles fragmentés qui manquent de centre, d'esprit de ville malgré les efforts des architectes comme Ricardo Bofill qui tenta de créer une dynamique autour de la pièce d'eau et d'immeubles construits sur l'eau. Au Havre, on a procédé à une réhabilitation des cités jardins et des docks à côté des HLM qui sont requalifiés et réhabilités. A Rennes, une ZUS, le Blossne, a été requalifiée car peu dense et entourée d'espaces verts par une action de désenclavement en lui donnant un accès au métro. Emblématique, c'est Norman Foster qui a dessiné ces stations, un souhait du maire : Edmond Hervé. Il semble qu'un des préliminaires à l'amélioration de la vie dans ces quartiers soit le désenclavement. La desserte des ZUS par les transports en commun, l'embellissement de leur environnement, la multiplication des lieux de rencontre et des associations, la mise en place de services adaptés (écoles, soins médicaux, police) sont le prix à payer pour que les populations s'approprient leur espace et le respectent.

### **Didier Burcklen et Marie-Claire Vitoux**

On peut donner en s'appuyant sur l'étude de Mulhouse, un exemple historique et local pour illustrer ces problématiques qui correspondent à une évolution bi séculaire pendant laquelle on est passé à un vivre-ensemble contraint (période médiévale et moderne) à une ségrégation socio-spatiale du « vivre entre soi » (deux siècles d'industrialisation), pour revenir à un idéal de vivre ensemble (depuis 1945).

Le bourgeois, la domesticité, les compagnons, les maîtres vivaient ensemble au Moyen-âge, mais l'industrialisation va provoquer une urbanisation explosive qui a provoqué « le vivre entre soi » dans le cadre du capitalisme libéral qui marque la fin de la mixité médiévale et moderne. Mulhouse s'étale « hors les murs » au XIXème.

Les premiers qui quittent la ville sont ceux qui en ont les moyens : les industriels et les manufacturiers. A partir de 1746, quand naît la première manufacture d'impression sur étoffes, apparaissent de nouvelles pathologies urbaines dans la ville enserrée dans les remparts. Les premières formes de quartier pour les patrons commencent au début du XIXème, avec en 1827, la construction du « Nouveau quartier », une place en triangle bordée d'immeubles homogènes sur arcades abritant la Société Industrielle, la Bourse et un habitat résidentiel collectif destiné aux élites de la ville. :

Dès 1840, les élites quittent ce quartier pour lui préférer un habitat individuel de qualité, à proximité du canal Rhin Rhône opérationnel depuis 1830, multipliant les villas avenue Clemenceau, rue de la Sinne ou rue du Rhône dont beaucoup perdurent.

Plus tard, après 1870, une fois réglé les problèmes techniques d'adduction d'eau, les élites investirent la colline du Rebbert, en arrière de la gare, où les constructions de villas entourés de parcs, protégés par des murs, ont proliféré.

Dans l'ancien centre, restèrent les taudis ouvriers

C'est le monde patronal qui en 1853, par l'intermédiaire d'une société immobilière par actions, a choisi pour le monde ouvrier aussi le « vivre entre soi » en construisant et au Nord de la ville, entre le vieux centre et la gare de marchandise et à proximité des usines : la cité ouvrière. Au Nord, après que le canal de décharge des eaux de l'ill dans la Doller ait permis de mettre ces zones de près d'étendage à l'abri des inondations. Une séparation sociale et spatiale qui se perpétue, le canal de décharge marquant la limite entre ces deux mondes. Les cités ouvrières abritent en 1914, 7000 habitants sur les 60000 que comptent la ville et sont complétées par des lotissements à l'initiative des caisses de crédit mutuels catholiques, sur le modèle « R + 2 + C » C'est-à-dire un rez de chaussée, deux étages et des combles, dont la construction se poursuit jusqu'en 1914 essentiellement. Des « banlieues dans la ville » comme le quartier du Drouot sont ensuite construits dans le cadre du socialisme municipal dans l'entre-deux-guerres.

Dans les années 60, on changea de dimension avec la création de la ZUP des Coteaux. L'idéologie de l'époque refusait la logique de la ségrégation spatiale et voulait développer une zone de mixité sociale. Un projet de vivre ensemble, de mettre fin à un siècle de ségrégation socio spatiale. Selon le maire de l'époque Emile Muller, « la ZUP est pour tout le monde »

Ces ensembles ont été construits en périphérie, dans la partie sud-ouest de la ville à la limite du ban communal car c'était le dernier espace restant à urbaniser dans les années 50

Construits dans le cadre d'une ZUP, cet ensemble comprend trois parties et s'étale des « Coteaux » au stade sportif sur 250 hectares. La plus petite partie était réservée à l'habitat soit 50 hectares dédiés à la construction d'immeubles résidentiels, la seconde consacrait 50 hectares à l'Université, le reste étant

réservé à la construction de 110 hectares d'espaces sportifs édifiés entre 1958 et 1975. La ZUP en 1962, fut une des dix premières de France, les décrets datant de janvier 1960, et une des dernières achevée en 75, après leur interdiction en 1973. La ZUP a mis du temps à se terminer, alors qu'elle était censée être une construction de masse et rapide.

Elle a longtemps incarné la modernité, comme en témoigne nombre de cartes postales et été même assimilée à « New York » par les personnes âgées, car c'était un chantier inédit à Mulhouse. On a construit 3679 logements en tranches successives de 1962 à 1965 ; de 1965 à 1968 et 1968 à 1971 puis on terminé avec la partie centrale, présentant des formes plus originales entre 1972 et 1975. le paradoxe étant que c'est aujourd'hui la partie la plus problématique vouée à une destruction partielle.

Pourquoi ces banlieues ont-elles été dévalorisées ?

Un problème a été celui de la livraison des équipements collectifs. Les architectes avaient pensé aux logements mais aussi aux structures collectives pour « vivre ensemble » mais les infrastructures sociales, médicales, scolaires sauf les commerciales, ont été tardivement mises en place. Le manque prégnant de groupes scolaires, car le 1<sup>er</sup> n'a été créé qu'en 1965 alors que les premiers habitants vivaient déjà là depuis un an et que 50 nouvelles familles s'installaient chaque mois ce qui entraîna la précarité d'une scolarisation des constructions provisoires et fit naître très vite, un sentiment de relégation.

A l'origine, existait dans ces quartiers un sentiment d'appartenance avec un tissu associatif vivace et qui perdue car la vie sociale y est très active.

### Questions

***Pourquoi ce phénomène de fascination répulsion est-il français ? Que penser du phénomène des banlieues rouges qui avaient créé une forme de cohésion et d'harmonisation. Est ce révolu, cette cohérence culturelle existe-t-elle encore ?***

Ce qui est français c'est que les frontières communales ne changent pas et que la ville croît principalement par ses banlieues. En Allemagne, on redéfinit le périmètre communal régulièrement et les nouveaux secteurs sont inclus dans la ville centre, mais pas en France. L'organisation de notre territoire est liée à l'histoire révolutionnaire, particulièrement à 1789 quand on crée les délimitations à partir des paroisses, base de la Constitution des communes. Nous sommes recordmen du monde en ce domaine : 36 751 communes avec les DROM-COM autant que toute l'Europe réunie !

Les questions de banlieues concernent tous les pays du monde.

Les problèmes des quartiers existent partout : en Allemagne, en Suède, aux Etats-Unis par exemple. Il existe actuellement 2 programmes en Allemagne : la ville sociale et le Stadtumbau, West und OST. On cherche des solutions à la dégradation du bâti, à sa dévitalisation, aux poches de chômage, de violence et de pauvreté. Tous les pays d'Europe accueillent des migrants. La question du multiculturalisme reprise par Mme Merkel et les médias posent les limites de la présence turque et de sa non intégration. Les espaces de logements bon marché attirent les plus modestes et les plus pauvres avec toutes les problématiques sociales inhérentes.

Dans la ceinture entourant directement Paris, on trouvait 24 communes communistes où existaient des solidarités spécifiques. Mais c'est révolu et même dans les communes gérées encore par le PC, il y a de grandes différences. L'homogénéité était liée au monde ouvrier, au syndicalisme, aux patronages, des points communs qui disparaissent avec le tissu industriel qui se délite. Aujourd'hui, on est davantage dans un contexte de fragmentation, d'individualisation des parcours.

Denis Rambaud

En tant que responsable actuel de ces questions à la mairie de Mulhouse, je m'interroge sur l'impact du retard de la mise en place des lieux de vie collectifs. L'aspect de dégradation ne vient pas du manque d'infrastructures mais parce que les promesses d'habitat moderne, de progrès n'ont pu être tenues. Les formes de logement n'évoluent pas aussi vite que la vie des gens. Les efforts de la ville pour rénover des quartiers comme Wagner ou Brossolette ou en construire d'autres comme « la cité manifeste » ont pour objectif de parvenir à des changements. Ne sommes-nous pas en train de vivre les effets pervers de la loi SRU sur le quota de logements sociaux dans les villes qui se traduit par une fuite des couches moyennes vers la périurbanisation plutôt que le HLM, ne laissant dans les villes que les plus démunis ?

HVB

C'est une vraie question, la loi SRU a des effets positifs dans la région parisienne mais c'est difficile de la faire appliquer partout.

Dans les années 75, la « moyennisation » de la société française et l'aspiration à la propriété individuelle encouragée par l'Etat à travers les prêts PAP et facilitée par l'automobile se traduisent par l'extension de la

périurbanisation. Pour peupler les grands ensembles, les villes ont accepté des couches sociales à revenus plus faibles, souvent issues de l'immigration. Il est impossible dans une démocratie, de lutter contre le désir d'accession à la propriété individuelle. La mauvaise qualité de réalisation des grands ensembles est un autre casse-tête, très dissuasif. Le vieillissement du béton est un vrai problème. Les réfections sont souvent des cache-misères, ces constructions n'étant prévues que pour durer 40 ans.

MCV

Mulhouse est une de villes de France où la rurbanisation est la plus marquée. Dans les années 75, les couches moyennes qui vivaient à Mulhouse, y compris aux Coteaux où elles avaient trouvé de la qualité et de la modernité, ont choisi la petite propriété individuelle. Mulhouse a un petit centre et reste isolée malgré les 18 communes qui l'entourent. L'intercommunalité est trop récente pour résoudre les problèmes, aggravé par les rivalités. Le phénomène du « vivre entre soi » a été surmultiplié par la rurbanisation et sous cet angle, la maison à 100 000 euros est une très mauvaise idée

Pour que des sociabilités ségréguées se mettent en place, il faut une unité, qu'elle soit socialiste, communiste ou chrétienne : les exemples de construction sous l'égide du Crédit Mutuel à Mulhouse en sont un exemple flagrant. De ce fait, la ségrégation spatiale a été un outil formidable de cohésion de la « classe ouvrière » en particulier, un cadre adapté où se sont développées des formes essentielles de solidarité sociale. Or, ce qui va mal actuellement, ce ne sont pas seulement les immeubles, c'est aussi la vie associative du « vivre entre soi ».

DB

C'est aussi une question politique. Le basculement est intervenu dans les années 70. Au départ, vivre dans la ZUP était un choix, voir un rêve. Aujourd'hui, on le subit. Ceux qui peuvent sortir s'en vont mais ceux qui n'ont pas les moyens restent, la ville doit gérer un grand parc de 3500 logements surtout locatifs et jongler avec le « vivre ensemble » mais la concentration des populations les plus en difficulté est complexe et malgré les vœux, la mixité sociale impossible.

HVB

Il faut pénétrer ces quartiers, les désenclaver. La ville c'est un ensemble de flux. Il faut penser flux et mouvements...

***L'intitulé du café était « les banlieues : territoires dépassés ou territoires d'avenir » ? La volonté de vivre entre soi existe aujourd'hui pour les plus riches mais pour les pauvres, ce n'est pas une volonté.***

***Comment expliquer le prisme déformant entre la réalité des banlieues et la stigmatisation caricaturale des habitants alors que c'est une terre riche avec des compétences ?***

HVB

Un des problèmes souvent soulevé est celui de l'immigration qui empêcherait selon certains, de s'approprier l'espace. Il faut modifier le regard sur l'étranger mais c'est difficile car on n'a pas évacué en France les séquelles et les représentations coloniales, C'est une de nos différences avec les autres pays d'Europe comme l'Allemagne.

Les médias procèdent par focalisation, par réduction et par généralisation à partir d'une petite minorité. A partir d'un petit espace des banlieues, on globalise, or c'est ce qu'il faut éviter.

Il existe des banlieues créatives en France avec des actions dans les quartiers mais c'est moins connu et moins médiatisé que les émeutes

MCV

Pour nous, il y a deux manières de changer le discours sans faire d'irénisme. Il faut d'abord mettre en évidence l'inventivité dans les banlieues, d'autant plus dynamique qu'elles sont en difficulté. Promouvoir le « Made in ZUP », comme les Noirs américains qui viennent chercher des talents dans les banlieues françaises. Par ailleurs, il faut décaler le regard en étudiant les banlieues qui marchent et le médiatiser

HVB

L'erreur a été de nommer « ghettos » une série de quartiers. Aujourd'hui, on conçoit dans les cités des espaces avec digicode, barrières, etc.. 500 000 logements sont en cours de « résidentialisation »

En fait, il y a moins de chaos urbain en France qu'aux Etats-Unis... au vu du diaporama. Mais peut-être pourrait-on s'inspirer des Allemands qui sont parvenus ici ou là à développer la mixité sociale par exemple en écrétant les tours. 100 000 logements ont été ainsi remaniés à Berlin Est, notamment à Marzahn.

Humainement parlant, le résultat est plutôt bon et complété par des aménagements en bas des immeubles, mais cela coûte cher

***Dans la problématique de la relégation sociale, il semble y avoir un sentiment des classes moyennes d'être incapables de peser sur les orientations de cet environnement urbain et les décisions concernant l'endroit où l'on vit. Face à une telle masse de problèmes, on se dit qu'il n'y a rien à faire mais comment faire de l'investissement social, affectif, financier si on n'a pas la décision ?***

HVB

En France, tout est venu d'en haut pendant longtemps. Il faut sortir de cette logique, du côté des décideurs comme du côté des habitants et rapprocher les habitants pour faire des mises en commun sans que ce soit autre chose qu'un alibi. Les habitants doivent se prendre en charge et les autorités doivent accepter le dialogue et se charger des investissements comme aux Etats-Unis avec une responsabilisation des intéressés

DB

C'est fondamental mais cela ne se pratique pas, ce n'est pas encore assez concret. Se pose aussi la question de la représentativité des habitants qui participent à cette réflexion mais cela suppose une refonte des pratiques

MCV

La concertation alibi, le politique qui impose ou le projet porté par les habitants qui ont le pouvoir est complexe. Qui représente qui ? Ce sont les habitants qui doivent désigner leurs représentants. C'est l'inverse de notre conception unitaire de la citoyenneté d'où le piège de la non représentativité des habitants. Aux Coteaux, ce sont les plus âgés qui représentent la population, et les politiques imposent car on reste loin de la démocratie directe. C'est une des questions à résoudre pour responsabiliser les habitants, obtenir un consensus et transformer ces quartiers en « espaces vécus »...

A Mulhouse, le 1 avril 2011. Campus de la fonderie  
Marie-Claire Vitoux. Hervé Vieillard-Baron, Didier Burcklen  
Notes : Françoise Dieterich